

# L'Ecole et le Socialisme

J'ai lu avec intérêt, dans le *Populaire du Centre*, un article où Pierre Brizon, à propos de la Réforme de l'enseignement, s'en prenait au grec et au latin. Laissant de côté cette question pédagogique, je voudrais envisager le problème au point de vue social.

Dans le lycée où je fis mes études, un professeur demanda un jour à l'un des élèves les plus nuls de ma classe : « A quoi donc vous intéressez-vous ? » « A l'électricité », répondit l'enfant. Et le maître de lui lancer cette boutade : « Pourquoi ne vous faites-vous pas électricien ? »

Pourquoi ? Parce qu'il était fils de bourgeois. Nombre d'enfants des lycées, en effet, malgré leur médiocrité, obtiennent à force de temps le vernis de connaissances et à force de recommandations les diplômes universitaires, indispensables à leur vie de jeunes bourgeois. Par contre sont privés de l'instruction à laquelle ils ont droit nombre d'enfants du peuple dont le cerveau, non cultivé, est un trésor jeté à la mer. La société bourgeoise refuse l'enseignement à ceux qui peuvent et désirent en profiter ; elle l'impose de force à ceux qui sont incapables de le recevoir et qui, consciemment ou non, n'en veulent point.

A la division de la société en prolétariat et en bourgeoisie correspond la division de l'enseignement en enseignement primaire et enseignement secondaire. Celui-ci a un caractère purement social. Il est, comme les maisons et les titres de rente, la propriété de la classe capitaliste. La culture intellectuelle, comme la richesse, se lègue par transmission héréditaire. De l'un, comme de l'autre, la classe ouvrière est frustrée.

Certaines absurdités seraient même inconcevables pour qui ignorerait la triste réalité dans laquelle nous sommes plongés. Il existe, par exemple, dans les établissements secondaires, des classes élémentaires, dont le programme est le même que celui des écoles primaires. Ainsi donc, les enfants riches et les enfants pauvres ne s'instruisent ni ne pensent en commun : une barrière infranchissable est dressée entre eux dès qu'ils s'éveillent à la vie.

Le programme socialiste d'enseignement national comporte, au contraire, pour tous les enfants indistinctement, l'obligation de débiter par l'école primaire, c'est-à-dire l'égalité du point de

départ. Quant à l'enseignement secondaire, il devra être donné à tous ceux, sans exception, qui sont aptes à le recevoir, et à ceux-là seuls.

La bourgeoisie, en justifiant son rôle de classe dirigeante par l'instruction dont elle jouit, oublie que l'instruction n'est qu'un privilège qui s'ajoute au privilège de l'argent et en résulte. Ce qu'exige la justice, c'est que la culture supérieure et les hautes fonctions soient réservées aux plus dignes, seraient-ils fils de terrassiers, et que les autres, seraient-ils fils de préfets, manient le marteau ou la charrue.

Ce sera le jour où l'école, unique pour tous les enfants, les sélectionnera exactement d'après leurs aptitudes, et constituera un vaste bureau de répartition permettant d'assigner à chacun la tâche qui lui convient le mieux.

Comment atteindre ce but ? Tel est le point important sur lequel je voudrais voir réfléchir ceux qui jettent un regard au pied de la colline de science et de bien-être qu'ils ont gravie grâce à l'Université, ceux à qui la fortune sourit et qui ne veulent point isoler leur bonheur, ceux qui songent aux victimes de l'imperfection sociale, aux misérables doués peut-être de qualités supérieures aux leurs.

Pour que l'enfant qui mérite une éducation complète la reçoive, l'école unique et gratuite à tous les degrés ne suffit pas. Il faut, en outre, que le travail de l'enfant ne soit pas nécessaire à sa famille, comme il arrive souvent dans le peuple. L'organisation collective de l'enseignement implique donc, comme condition qui n'est pas actuellement réalisée, l'organisation collective du travail. Et déclarer que les enfants doivent être répartis selon leurs aptitudes, et non selon la situation des parents, c'est supposer la disparition des classes sociales, c'est admettre par conséquent la transformation du régime de la propriété.

La conclusion de ces quelques remarques, c'est qu'un système, rationnel et juste, d'éducation nationale ne sera intégralement établi que le jour où tombera, entre les fils de bourgeois et les fils d'ouvriers, la « barrière d'argent » dont a parlé Jules Guesde. Qu'est-ce à dire, sinon qu'ici comme ailleurs, le remède définitif est la Révolution sociale ?

Georges GIRARD,  
Membre de la V<sup>e</sup> Section  
de la Fédération de la Seine.

## ALA CONFÉRENCE DE LA HAYE

### Litvinoff fait connaître le grand plan des Soviets pour reconstruire la Russie

La Haye, 1<sup>er</sup> juillet

Les Russes ont fait connaître à la sous-commission des crédits, le plan soviétique de reconstruction de la Russie.

Litvinoff est venu, comme il l'avait promis, avec une addition de chiffres considérables : 60 millions ; chasses et pêches : 45 millions à besoin pour les travaux les plus urgents dans toutes les branches de l'activité nationale.

En tête du document dont Litvinoff a donné lecture avant de le commenter, figure le maintien des crédits nécessaires dans les trois ans à venir, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1926, pour la reconstruction de la Russie, et qui se décomposent comme suit :

1. Transports de chemins de fer : 600 millions ; transports par eau : 150 millions ; navigation et ports : 60 millions ; ponts et chaussées : 90 millions ; automobiles : 1.050 millions.

2. Agriculture, Irrigation et drainage : 60 millions ; semences et fermes modèles : 300 millions ; machines agricoles : 210 millions ; engrais : 60 millions ; chasses et pêches : 45 millions ; tracteurs : 123 millions ; élévateurs et frigorifiques : 36 millions. Total : 924 millions.

3. Industries. — Industries textiles : 105 millions ; métallurgie et fonderies : 270 millions ; entreprises pétrolières : 30 millions ; mines (charbons non compris) : 75 millions ; sucreries : 15 millions ; alimentation : 15 millions ; cuirs : 60 millions ; bois de construction : 120 millions ; électricité : 15 millions ; produits chimiques : 15 millions ; industries diverses : 30 millions. Total : 750 millions.

4. Commerce et banques. — Reconstruction du commerce international : 300 millions ; crédits de banques : 200 millions. Total : 500 millions.

Total d'ensemble : 3.224 millions de roubles-or.

En donnant des explications sur ce plan, Litvinoff a fait remarquer qu'il couvre seulement les besoins les plus urgents de la Russie pendant une période de trois ans, c'est-à-dire de janvier 1923 jusqu'à janvier 1926.

Litvinoff a exprimé l'avis qu'il serait inutile de commencer le travail de reconstruction par une branche seulement de la vie économique russe. Si on veut faire un travail utile, il faut reconstruire le pays d'une façon générale.

Il a fait remarquer également, quant à la nature des crédits demandés, que ce sont tous les crédits destinés au paiement de commandes à placer à l'étranger. Il va de soi qu'à côté de ces crédits il y a place pour des crédits à donner à des entrepreneurs privés.

Les délégués français, anglais et belges ont demandé ensuite des renseignements supplémentaires et des précisions sur certains points.

Le président a résumé ces questions et a prié Litvinoff de vouloir bien fournir ces renseignements et ces précisions par écrit, ce que Litvinoff a promis de faire aussitôt que possible.

De la même façon, Sokolnikoff a promis de fournir des précisions au sujet des crédits demandés pour la reconstruction du commerce et des banques.